

Croissance

Jacques Attali : «Je ne crois pas au déclin de la France»

Economiste, écrivain, Jacques Attali préside la « commission pour la libération de la croissance française ». Pour RFI, il évoque les freins actuels à une dynamique de croissance en France, et la crise du nucléaire iranien.

RFI : Le président de la République a prononcé mardi et mercredi deux discours importants sur les réformes sociales, notamment sur les régimes spéciaux de retraite et sur la réorganisation de la fonction publique. Il a parlé de révolution culturelle. A vos yeux et dans le cadre de votre mission sur la libération de la croissance, ses propositions vont-elles dans le bon sens ?

Jacques Attali : *Nous ne sommes pas encore arrivés à des conclusions sur ces différents sujets. Je refuse de me situer en commentateur sportif de l'action gouvernementale. Je dirai simplement que nous y travaillons, nous aurons nos propres regards. Ce n'est pas pour rien que j'ai fait venir dans cette commission le ministre du gouvernement Prodi, Franco Bassanini qui a fait la plus grande réforme de l'Etat dans son pays et qui va dans des directions assez peu éloignées de celles que Monsieur Sarkozy a évoquées hier. Ce n'est pas non plus par hasard que ce qui a été dit hier ressemble assez fort à ce qui a été fait par un gouvernement portugais de gauche récemment, par un gouvernement canadien ou par d'autres gouvernements. Il est clair qu'aujourd'hui l'Etat doit se moderniser pour être comptable à l'égard de ses contribuables et pour être aussi efficace que possible. Enfin, en ce qui concerne les mesures concrètes, je ne m'engagerai pas, nous n'avons pas commencé spécifiquement à décider.*

RFI : La commission pour la libération de la croissance que vous présidez, à la demande du président de la République, a tenu sa première réunion le 30 août. Vous devez remettre vos propositions au gouvernement en principe à la fin de l'année. Vos premiers travaux sont-ils encourageants ?

Jacques Attali : *Nous travaillons tous les jours. Nous nous sommes réunis en séance plénière deux fois. Et tous les jours, il y a des réunions d'ateliers (un petit nombre de membres de la commission qui se réunissent avec des collaborateurs). Nous avons des experts qui nous aident, venus du secteur privé et du secteur public et de l'ensemble de la société française. 32 collaborateurs quasiment à plein temps pour nous. Ce qui nous permet d'aller très loin dans l'étude des différentes réformes possibles.*

Nous avançons très bien, particulièrement sur cinq secteurs qui sont : le pouvoir d'achat (qui comporte à la fois le logement, la distribution, les professions réglementées, les industries de réseaux - télécom, énergie-), la réforme de l'Etat et des collectivités publiques, le développement de la compétitivité de l'Economie (en termes de recherche d'universités, de développement des PME qui sont absolument centrales), le marché du travail, et enfin sur les mentalités. Sur tout cela, nous avançons beaucoup et je pense que nous aurons des mesures phares précises, simples et concrètes à proposer.

RFI : Vous venez d'employer le terme de « mentalités » et dès votre première réunion en effet, l'écrivain et historien britannique, Théodore Zeldin, qui fait partie de cette commission, affirmait que l'un des grands obstacles à la croissance, c'était cette question des mentalités. Etes-vous d'accord avec cette idée ? Qu'est-ce qu'il faut comprendre par là ?

Jacques Attali : *C'est moi qui ai composé la commission et si j'ai souhaité que Théodore en soit l'un des membres, comme Eric Orsenna ou Boris Cyrulnik, c'est bien pour ça. Je n'ai qu'un seul maître à penser dans ma vie, c'était le professeur Fernand Bredel, qui justement expliquait que les mentalités sont au cœur de l'explication des sociétés. Par mentalité, il ne faut pas entendre la lamentation sur la faiblesse française ; au contraire, la France est un grand pays, fantastiquement réussi, avec 1% de la population mondiale, en tête dans un très grand nombre de secteurs. C'est un miracle de réussite, la France ! Mais malgré tout, il y a aujourd'hui, parce que justement elle a réussi, une crispation que l'on peut parfaitement comprendre sur le fait que nous sommes inquiets de voir nos avantages acquis avec des générations de travail, remis en cause par l'avenir. Dans le même temps, il faut se rendre compte que la crispation conduit à la perte de ces avantages et qu'il faut sans cesse se remettre en cause. Donc quand on va parler de mentalité, on ne va pas parler dans l'abstrait pour faire un livre de plus sur la France. Je ne crois absolument pas au déclin de la France. La France doit simplement comprendre pourquoi depuis 15 ans environ, elle est tétanisée par les réformes. Elle refuse d'en faire. Elle ne bouge plus. Je pense que les derniers efforts qui ont été faits dans la société française l'ont été en 81 et 82. Depuis, on n'a rien fait. Alors que le monde à côté bouge à une vitesse extraordinaire et c'est cela qui fait que progressivement, tous nos avantages magnifiques conquis avec le travail par les générations précédentes, sont en train de se perdre.*

RFI : C'est quasiment de l'ordre de la psychologie en fait ?

Jacques Attali : *C'est de l'ordre aussi du gouvernement. C'est fondamentalement du gouvernement. Il faut que le gouvernement ait le courage d'expliquer. C'est pour cela que je souhaite que tous les travaux de la commission soient publics. Il n'y a aucun secret. Nous allons faire des auditions qui seront publiques. Je demande à tous les membres de la commission de parler. Je serais ravi que vous les invitiez tous. Je leur demande de raconter tout ce qui se passe dans la commission ; sauf de ne pas dire que « la commission pense que... », parce qu'elle n'a encore rien décidé. Mais il y a un gros travail de pédagogie. Ne serait-ce qu'expliquer ce qui se passe dans le reste du monde. Les changements qui ont lieu aujourd'hui en Angleterre, en Italie, en Allemagne, en Suède, au Portugal, en Espagne, au Canada, aux Etats-Unis, sont absolument phénoménaux en comparaison de nous, qui ne bougeons pas. Et ces changements ne vont pas toujours dans le sens que l'on croit, des dérégulations, etc. Il y a au contraire des progrès dans la protection sociale, dans l'intelligence de la progression de la protection sociale, qui sont tout à fait considérables dans beaucoup de pays, et en particulier en matière écologique.*

RFI : Le programme présidentiel de Nicolas Sarkozy a été bâti sur une prévision de croissance de 2,25 % pour cette année. De nombreux économistes et l'OCDE récemment, ont estimé qu'elle serait sans doute inférieure à 2 %; autour de 1,8. On a du mal à savoir qui est dans le vrai. Quel est votre point de vue sur cette question ?

Jacques Attali : *Je n'ai pas de point de vue particulier. Nous avons dans la commission l'économiste en chef de l'OCDE, le président du conseil d'analyse économique. Nous étudions les chiffres. Notre rôle n'est pas de regarder ce qui va se passer dans les trois prochains mois, mais d'aider à faire dans les trois prochains mois, ou dans les six*

prochains mois les réformes qui permettront d'aller beaucoup plus loin. J'ai dit que la France n'a pas de raison de ne pas viser 5 % de croissance. Pourquoi serait-on en dessous de la moyenne mondiale ? L'Europe est elle-même en dessous de la croissance mondiale. La France est encore en dessous de l'Europe. Il n'y a pas de raisons à cela. C'est pourquoi il y a beaucoup de réformes à faire. D'autre part, il ne faut pas se focaliser sur la croissance. J'aurais presque préféré, et je le dis souvent, que cette commission s'appelle « commission pour la libération des croissances ». Parce qu'il y a plusieurs formes de croissances. Il y a la croissance de l'économie, il y a celle de l'emploi, il y a la croissance de la justice sociale, il y a celle de la durabilité de l'économie et de la production. Il y a la croissance du droit des travailleurs, du droit des consommateurs. Il y a beaucoup de croissances qu'il faut favoriser. Et je trouve que se focaliser sur 1,9 % ou 1,7, c'est vraiment regarder à côté du problème.

RFI : Sur un tout autre sujet, le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner est à Washington ce jeudi pour une visite officielle qui sera sans doute dominée par la crise du nucléaire iranien. Comment avez-vous pris la fameuse phrase de Bernard Kouchner dimanche, lorsqu'il a dit : « *Le monde doit se préparer au pire* », c'est-à-dire à la possibilité d'une guerre avec l'Iran.

Jacques Attali : *J'ai écrit un livre il y a 9 mois où j'ai moi-même évoqué cette hypothèse (Une brève histoire de l'avenir, Fayard 2007).*

RFI : Oui, mais vous, vous n'êtes pas ministre des Affaires Etrangères

Jacques Attali : *Je ne vois pas de différence entre celui qui parle en observant et celui qui parle en agissant. Je pense qu'aujourd'hui nous sommes à l'orée - est-ce demain matin ou dans 20 ans ? - d'une période où nous allons passer de cinq puissances nucléaires légales (et en fait 9 ou 10 en réalité), à 20 ou 30. A cinq ou dix, on peut tout à fait admettre ou espérer que les gens qui ont le doigt sur le bouton soient rationnels. Quand on passe à 20, la probabilité d'avoir un irrationnel parmi eux augmente. D'autant plus qu'il faut ajouter aux puissances d'ordre étatique, des puissances d'ordre non étatique qui auront l'arme nucléaire. Donc à un certain moment, il faudra se poser la question de savoir si la communauté internationale se dote d'une police planétaire pour éviter que quelqu'un déclenche le cataclysme.*

RFI : Pour vous, cette phrase de Bernard Kouchner n'est ni une erreur, ni une gaffe ?

Jacques Attali : *Je ne veux pas encore commenter cette phrase, je veux simplement me placer dans ma position d'observateur de la société française et de la géopolitique, et dire qu'aujourd'hui, nous sortons d'une période où nous avons vécu en Europe la paix, même si le reste du monde a vécu la violence. Je suis en train de terminer la biographie du Mahatma Gandhi que je publierai le mois prochain : quand on regarde le monde vu d'ailleurs que de la France ou de l'Europe, il a une toute autre couleur. Il a la couleur de la violence, de l'humiliation, de l'exaspération. Et que cette violence, et cette humiliation frappent à nos portes les trois coups du théâtre, ce n'est pas une surprise.*

RFI : Etes-vous favorable au virage diplomatique de la France sur ce dossier et notamment cette volonté d'imposer avec d'autres pays de l'Union Européenne éventuellement, des sanctions à l'Iran, mais en dehors du cadre de l'ONU ?

Jacques Attali : *Je pense qu'il est très important de renforcer les institutions internationales. Je pense aussi – et là encore je l'avais écrit dans mon livre il y a plusieurs mois – que l'Otan a perdu sa signification, parce qu'il n'y a plus de menace soviétique, et*

c'est un bien. Mais en revanche, les valeurs de la démocratie sont planétaires et doivent être défendues. Qu'il se crée une alliance planétaire des démocrates me paraît fondamentalement nécessaire aujourd'hui.

Entretien réalisé par Frédéric Rivière